



ETAT DE FRIBOURG  
STAAT FREIBURG

Direction de la sécurité et de la justice DSJ  
Sicherheits- und Justizdirektion SJD

Grand-Rue 27, 1701 Fribourg

T +41 26 305 14 03, F +41 26 305 14 08  
www.fr.ch/dsj

—

*Grangeneuve, le 10 janvier 2011*

*Seules les paroles prononcées font foi*

Soirée du Président de L'Objectif, Grangeneuve

**Exposé du Conseiller d'Etat Erwin Jutzet, Président du Conseil d'Etat, Directeur de la sécurité et de la justice**

Mesdames et Messieurs,

La soirée du Président de l'Objectif est en train de devenir un rendez-vous incontournable de la vie politique fribourgeoise en début d'année, au même titre que les soirées des Rois des Grenadiers et de la Landwehr.

Je suis donc heureux et honoré de me retrouver ce soir devant vous pour évoquer à bâtons rompus les défis de la politique cantonale, tenter de répondre à vos questions et échanger avec vous.

Si je dois avoir un slogan pour mon année présidentielle, ce slogan sera « la confiance ». J'aimerais dire aux gens : « Soyez confiants et optimistes ! ». Les choses ne vont pas si mal en Suisse en général ni dans le canton de Fribourg en particulier.

Sur le plan économique aussi, notre canton se porte bien. Nous avons bien mieux résisté que d'autres cantons sur le front du chômage. L'automne dernier, le Crédit Suisse a publié une étude qui confirme le dynamisme de l'économie fribourgeoise, en particulier dans le secteur des technologies de pointe.

L'étude du Crédit Suisse évoque aussi le « miracle démographique » fribourgeois : non seulement Fribourg a la population la plus jeune de Suisse, mais aucun autre canton ne connaît une augmentation aussi forte de sa population. Par ailleurs, l'étude estime que la charge fiscale est encore trop élevée dans le canton. Cela paraît un peu contradictoire... On se demande pourquoi tant de gens veulent absolument venir s'installer dans un tel enfer fiscal !

A la fin de 2010, on apprenait en outre que le groupe UCB allait investir 300 millions de francs à Bulle. Quand j'entends ce genre de nouvelles, j'ai du mal à parler de crise économique. Il y certes a eu un ralentissement, mais sur un niveau élevé. Mais j'espère bien sûr, comme vous, que la reprise se confirmera en 2011.

Les Suisses semblent partager ce sentiment général de confiance. D'après un sondage récent, les Suisses et les Suissesses sont le peuple le plus heureux de la terre, ou au moins d'Europe, avec les

Danois. Hommes ou femmes, Romands ou Alémaniques, jeunes ou vieux, presque tous ont confiance en l'avenir et sont résolument optimistes.

Les seules différences notables apparaissent en fonction du niveau de revenu : les personnes à faibles revenus, qui sont dans une situation plus précaire, sont moins confiantes pour leur avenir. Cela paraît logique : l'argent ne fait certes pas le bonheur, mais il est difficile d'être heureux et confiant sans un minimum de sécurité matérielle.

C'est ce que vient confirmer une nouvelle branche des sciences économiques en plein essor : l'économie du bonheur, en anglais « happiness economics ou happiness research » et en allemand « ökonomische Glücksforschung ». Glück wird zum Forschungsgegenstand der Ökonomen, welche empirisch die möglichen Einflussfaktoren der Lebenszufriedenheit analysieren: Arbeit, Geld, Fernsehkonsum oder Demokratie.

Pour mesurer le bien-être, l'économie du bonheur se base non pas sur les indicateurs objectifs habituels, mais sur le sentiment subjectif des gens, mesuré par sondage. L'« homo beatus » pourrait bientôt remplacer le très étriqué « homo economicus » - que, je pense, personne ne regrettera ! Pour les économistes du bonheur, il est plus facile et plus raisonnable de mesurer le bien-être que la maximisation du profit, qui était jusqu'ici l'alpha et l'oméga de la pensée économique.

Selon les recherches de ces économistes, les personnes qui ont peu de revenu deviennent généralement nettement plus satisfaites quand leur revenu augmente. En revanche, pour ceux et celles qui disposent déjà de revenus élevés, un supplément de richesse n'aura qu'un effet minime et provisoire sur leur sentiment de bonheur. En outre, si les revenus et la fortune sont répartis de manière très inégale dans la société, cela générera des insatisfactions individuelles et des tensions collectives.

On peut d'ores et déjà tirer de ces résultats quelques conclusions sur le plan politique : premièrement, améliorer la situation des personnes les plus défavorisées permet d'augmenter leur bien-être – et le bien-être global dans la société – de manière importante. Cela doit donc être une priorité de la politique. J'essaie pour ma part d'orienter mon action sur ce principe. Deuxièmement, la politique doit veiller à ce que le fossé entre ceux qui gagnent beaucoup et ceux qui gagnent peu ne se creuse pas trop, afin de maintenir la cohésion sociale. C'est aussi un but auquel je souscris pleinement.

Par exemple, dans le secteur financier, beaucoup d'employés gagnent énormément d'argent, dont une bonne partie sous forme de bonus. Ils gagnent beaucoup plus que des personnes occupant des positions tout aussi importantes dans des entreprises industrielles tout aussi performantes. Pourquoi ces disparités ?

Selon le fameux économiste zurichois Bruno S. Frey, un des principaux théoriciens de l'économie du bonheur, le secteur financier est très fermé ; il est devenu une fin en soi et a perdu tout contact avec l'économie réelle, pour laquelle il devrait pourtant travailler. Dans ce milieu hermétique, les bonus exorbitants sont désormais considérés comme normaux. Un salaire de 90 millions de francs comme celui touché en 2009 par le patron d'une grande banque suisse ne choque personne. Mais en

dehors du secteur financier, un tel salaire heurte tout le monde et fait penser à l'homme et à la femme de la rue que décidément, on les prend pour des imbéciles.

Le maintien de la cohésion et des équilibres au sein d'une société est chose délicate. Dans le domaine fiscal par exemple, on peut envisager d'alléger l'impôt tant que cela n'empêche pas l'Etat de financer ses tâches principales. Mais le dumping fiscal produit de nouveaux déséquilibres, qu'il faut combattre par de nouvelles mesures de rééquilibrage : ainsi, dans le canton de Zoug, l'afflux de riches contribuables a tellement fait augmenter les loyers que le canton projette de créer des zones spéciales d'habitation à loyers modérés pour que les classes moyennes puissent encore habiter dans le canton.

Autre exemple : le canton de Schwytz, dont la charge fiscale est extrêmement basse, prévoit un déficit de 136 millions pour 2011. La raison : les dépenses cantonales, traditionnellement très faibles, augmentent fortement à cause de l'accroissement de la population, tandis que le canton doit verser toujours davantage dans le pot de la péréquation intercantonale – cette dernière constituant un important mécanisme de rééquilibrage et de maintien de la cohésion au niveau national.

Pour Bruno S. Frey, le bonheur n'est cependant pas seulement fonction de la situation économique, mais aussi notamment du système politique. A cet égard, la Suisse jouit d'une situation privilégiée. Grâce à la démocratie directe et au fédéralisme, de nombreuses décisions sont prises démocratiquement à l'échelle locale. Ainsi, les gens ont une relation directe avec l'Etat ; ils peuvent s'identifier à ses décisions – qui sont le plus souvent les leurs. Cela augmente de manière considérable le sentiment de bonheur des individus.

Dans le canton de Fribourg, le Conseil d'Etat doit être le garant du maintien des équilibres sociaux et économiques qui sont la clé de la réussite de notre pays. Le système de gouvernement collégial a lui aussi pour but d'assurer ces équilibres, par une représentation équitable et une collaboration constructive entre les principales forces politiques et sociales.

On peut dire qu'à Fribourg, le gouvernement collégial fonctionne bien, et je m'en félicite. Nous formons une équipe soudée et, je pense, efficace. Je me réjouis de diriger les débats du Conseil d'Etat tout au long de l'année 2011. J'espère aussi que cette équipe trouvera grâce une nouvelle fois cet automne aux yeux des électrices et des électeurs, et qu'elle pourra intégrer avec succès les deux nouvelles personnalités qui succéderont à MM. Corminboeuf et Lässer.

Certes, on ressent déjà les toutes premières turbulences qui ne manqueront pas de se produire pendant la campagne électorale, qui durera toute l'année à Fribourg avec les élections communales, puis cantonales et fédérales. Ainsi, la machine parlementaire commence de s'emballer, avec une inflation de motions, questions et autres postulats. Mais c'est tout à fait normal et cela ne doit pas nous inquiéter. Ce qui serait inquiétant, ce serait une campagne très dure et agressive qui rendrait ensuite difficile la collégialité au sein du Conseil d'Etat. Cependant, je ne crois pas que Fribourg aille au-devant d'un blocage politique tel qu'on peut déjà l'observer par exemple au Conseil national.

Un élément préoccupant de la campagne pour les élections fédérales de 2011 est la question du financement des partis. En 2007, la campagne avait coûté au total 50 millions de francs, c'était déjà

la campagne la plus chère de tous les temps. Un seul parti avait disposé d'autant d'argent que tous les autres réunis. J'ai entendu dire que la campagne 2011 pourrait être encore deux fois plus chère, soit 100 millions de francs ! Cela peut paraître exagéré, mais il faut s'attendre en tout cas à une nouvelle progression.

Le problème est que l'origine de ces sommes est totalement opaque. Qui paie quoi à qui ? On l'ignore. Selon une étude de la fondation Actares, la moitié des sociétés cotées en bourse participe au financement des partis. Et comme le dit la sagesse populaire, « qui paie commande ». Les citoyennes et les citoyens ont donc le droit de savoir qui fournit son carburant à tel parti et pour qui ce parti roule.

Il serait temps que la Suisse, qui est un des derniers pays à n'avoir aucune disposition en la matière, régleme enfin la transparence du financement des partis politiques. A ma connaissance, les économistes du bonheur ne se sont pas encore penchés sur ce point, mais ils arriveraient probablement à la conclusion que le manque de transparence réduit la crédibilité de la politique, et donc la satisfaction des citoyennes et des citoyens.

Bien sûr, on me rétorquera que l'argent ne fait pas tout, qu'on ne peut pas acheter des décisions populaires. C'est vrai, mais l'argent joue un grand rôle pour rendre plus visible un parti ou une position, surtout s'il y a une disproportion élatante des moyens à disposition des différents protagonistes. Si ça ne servait à rien, on ne voit pas pourquoi certains partis dépenseraient autant de millions.

On se souvient du désarroi des partis du centre-droit lors de la votation sur les expulsions des criminels étrangers en novembre dernier : comme economiesuisse s'était désintéressée de l'initiative sur les expulsions et avait mis le paquet pour faire échouer l'initiative socialiste pour des impôts équitables (en jetant 8 à 10 millions dans la campagne, contre 250'000 francs pour le PS), le centre-droit avait dû gratter les fonds de tiroir pour trouver quelques milliers de francs à investir en faveur du contre-projet... une paille face aux 12 millions de l'UDC.

J'espère que la Suisse saura bientôt corriger ces excès qui remettent en question son système basé sur la défense des équilibres politiques, régionaux, culturels, économiques et sociaux.

Pour l'heure, et pour revenir à la situation fribourgeoise, je vous avoue que je n'ai pas de programme tout prêt en tant que Président du Conseil d'Etat. Mon but, c'est qu'à la fin de cette année, on puisse dire que ça s'est bien passé, que les conditions de vie de la population se sont encore améliorées et que de nouveaux progrès ont été faits dans des domaines importants.

Le social est un de ces domaines importants. Je mentionnerai ici la nouvelle loi sur les allocations de maternité, la seule de Suisse qui permette à toutes les mères de toucher une allocation, ainsi que la nouvelle loi sur les structures d'accueil extrafamilial, qui doivent devenir accessibles à tous les parents.

Un autre champ d'action prioritaire est celui du développement durable. Je pense au développement des transports publics, avec la mise en place du RER, à la création prévue d'un réseau de pistes cyclables dans le canton et au soutien aux énergies renouvelables. Autre projet de taille, le nouveau

Fonds de soutien à l'innovation vient compléter notre arsenal de mesures pour les nouvelles technologies.

Nous devons aussi en 2011 résoudre la question de la prévoyance sociale des employés de l'Etat, ce qui ne sera pas chose aisée. Je pense en outre qu'il faudra trouver une solution législative durable au problème récurrent de la répartition des tâches et des coûts entre l'Etat et les communes. Enfin, la santé des finances de l'Etat devra continuer de nous préoccuper.

Au sein de ma Direction, plusieurs thèmes seront prioritaires. Celui de l'intégration me tient à cœur. Je devrai accompagner le projet de loi sur l'intégration devant le Grand Conseil. Comme vous le savez, Fribourg a choisi une voie originale en matière d'intégration, avec une approche décentralisée laissant aux communes le rôle principal. L'intégration doit en effet venir d'en bas, des communes, des voisins, des organisations.

Les dernières votations sur les étrangers ont montré qu'il y a un malaise latent dans la population, malaise qui doit être pris au sérieux. Les gens veulent donner un signal, même si ce signal est inapplicable. Il est donc important de promouvoir l'intégration pour faire reculer ce malaise. Nous avons par exemple soutenu 18 projets de cours de langue pour les migrants en 2010. Le canton a mis 160'000 francs et la Confédération 260'000 francs.

La thématique de la sécurité publique est elle aussi centrale. Nous l'abordons notamment au sein du Conseil de prévention et de sécurité, qui doit définir les stratégies et les priorités de l'action de la police de proximité.

Dès 2011, c'est ma Direction qui reprendra le dossier de la coopération au développement du canton. Un avant-projet de loi sera prochainement mis en consultation. Dans ce monde globalisé, le destin de la Suisse et celui du canton de Fribourg sont étroitement liés au sort des autres pays, non seulement d'Europe mais aussi des autres continents.

Même si nous ne faisons pas – encore ! – partie de l'UE, le destin de la Suisse dépend de celui de nos voisins. On le voit encore une fois avec la crise de l'euro, qui entraîne le franc suisse dans son sillage. En prenant un peu de recul historique, on peut considérer que la construction européenne et l'introduction d'une monnaie unique sont de véritables miracles. Grâce à l'UE, l'Europe a connu une période de paix et de prospérité sans précédent depuis 60 ans, après les horreurs et les dévastations de la deuxième guerre mondiale, que nous sommes en train d'oublier mais qui ont marqué profondément la génération de nos parents. L'Europe n'est pas parfaite, mais il n'y a pas d'alternative. Sa construction est un processus constant auquel la Suisse devrait participer au lieu de le subir.

Parmi les autres projets qui m'occuperont cette année, il y aura aussi l'élaboration d'une nouvelle loi cantonale d'application du code civil suisse. Ça n'a l'air de rien, mais ça touche de très près la vie des gens : il s'agit de régler des querelles de voisinage ou des problèmes de succession. Ce sont des sujets délicats. J'avais déposé une motion à ce sujet au Grand Conseil en 1986. Elle avait été acceptée par le Grand Conseil, mais il ne s'est rien passé depuis.

Il faudra aussi suivre la mise en œuvre de la nouvelle loi sur la justice. C'est un gros projet, qui remplace une vingtaine d'anciennes lois. La nouvelle loi reprend largement l'acquis, elle est plus facile d'accès pour les juristes et les particuliers.

Outre ces différents dossiers, une de mes tâches principales, en tant que Président, sera de représenter le Conseil d'Etat et le peuple fribourgeois. J'aurai de nombreux contacts avec les gens et les milieux les plus divers, à commencer par vous, ce soir. Je m'en réjouis !

Il y a une année, mon prédécesseur Beat Vonlanthen, s'exprimant lors de la Soirée du Président 2010, avait suggéré que la performance de Fribourg ne soit plus mesurée à l'aune du PIB, mais à celle du BNB, le « bonheur national brut » (oder anders gesagt das « Gross National Happiness » auf englisch oder auf deutsch das « Bruttonationalglück (BNG) », comme le fait par exemple le Bhoutan. C'est une idée à creuser. Je ne doute pas que si elle était appliquée, Fribourg obtiendrait également d'excellents résultats !

Je vous souhaite une année 2011 pleine de satisfactions et de bonheurs divers !

Merci de votre attention.